

La productivité pour les nuls

Un avis du Conseil économique et social prouve la complexité à définir un modèle de croissance

PAR PIERRE SORLUT

Le rapport du Conseil économique et social sur les déterminants de la productivité instruit sur les dissensions entre les partenaires sociaux.

«Le pouvoir d'achat n'augmente pas et il y a plus d'embouteillages tous les matins, voilà le problème», résume Jean-Jacques Rommes. Le directeur général de l'organisation patronale UEL (Union des entreprises luxembourgeoises) vulgarise l'analyse de la productivité présentée hier par le Conseil économique et social (CES) en ses locaux de la rue Erasme, au Kirchberg: «Nous gonflons, nous gonflons, nous gonflons et ça ne sert à rien», s'emporte le patron des patrons en marge de la conférence de presse. L'intéressé a privilégié la discrétion pendant la présentation du rapport. «J'étais là pour la décoration», plaisante-t-il. Il est pourtant à l'origine de la démarche.

Retour en janvier 2015. Le patronat a obtenu du gouvernement que «la politique salariale soit liée à l'évolution de la productivité» et

qu'une discussion soit engagée au CES. Les partenaires sociaux ont engagé les discussions. Elles ont traîné en longueur du fait notamment de la complexité du sujet. La productivité se définit comme le rapport, en volume, entre la production d'un bien ou d'un service et les ressources mises en œuvre pour l'obtenir. «C'est une mesure de l'efficacité», résumant les rédacteurs du Conseil économique et social (CES) dans l'avis paru la semaine passée. Mais le concept en englobe bien d'autres. La saisine de l'exécutif, limitée aux salaires, a d'ailleurs été jugée trop restrictive, et a été élargie aux autres déterminants de la productivité que sont le capital, les infrastructures, l'énergie, le cadre institutionnel ou encore les inégalités. «La productivité est complexe et dure à cerner», avoue le président du CES, Marco Wagner. Les services, notamment financiers, et les activités non marchandes (comme la fonction publique) posent des problèmes méthodologiques du fait de la diffi-

culté à quantifier leur utilité.

Le chiffon rouge des frontaliers

L'épais rapport (94 pages) s'embourbe dans des considérations méthodologiques dont on déduit que la difficulté à mesurer la productivité paralyse le débat entre partenaires sociaux. Exemple: la productivité apparente du travail enregistre un déclin de 1 % sur la période 2000-2016, relèvent les patrons. Dans le même temps, l'emploi marchand total a augmenté de 47 %, soit 103.000 personnes de plus, dont 80.000 non-résidents. Si le Luxembourg connaît une croissance annuelle moyenne de 3 %, «pas moins de 480.000 frontaliers seraient requis en 2040», prévient le groupe patronal. Plus de productivité signifie moins de frontaliers, selon les entreprises. «L'efficacité des ressources quelles qu'elles soient doit être au centre des préoccupations afin de faire du Luxembourg un territoire dynamique au cœur de la Grande Région offrant à ses citoyens un haut niveau de vie, éco-

nomiquement, socialement et environnementalement soutenable», clame le patronat. Pour le groupe salarial, le modèle de croissance du Luxembourg dépasse largement la seule question de la productivité. Les représentants du salariat doutent des résultats des études en matière de productivité et des projections populistes du patronat. «Un espace économique marqué par des gains de productivité et, partant, par des augmentations de salaire, exerce un attrait sur les travailleurs de la périphérie», écrit le groupe salarial. Balle au centre donc.

Les avancées du rapport sont modestes. «Nous n'allons pas jusqu'à la lune», acquiesce M. Rommes, conscient du rôle limité de l'institution consultative dont il occupe la vice-présidence. «On se parle. On s'instruit. Nous sommes tous un peu nuls sur le sujet. On est moins bête après avoir lu ça.» On ne peut que lui donner raison. Mais la politique salariale, elle, stagne.